

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1904.

Proposition de loi modifiant la loi du 29 décembre 1899 relative à l'application de la représentation proportionnelle aux élections législatives, en ce qui concerne l'ordre de priorité des candidats et le vote en tête de liste, qui seraient rendus facultatifs.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En vertu de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1899, incorporé dans les articles 253 à 267 du Code électoral, l'ordre d'inscription des candidatures législatives adopté par les actes de présentation constitue un ordre de priorité. Les suffrages exprimés dans la case de vote placée en tête de la liste sont attribués d'abord au candidat qui occupe le premier rang et, ensuite, par dévolution successive, à ceux qui le suivent.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de présenter à la Chambre des Représentants ne supprime ni l'ordre de priorité ni le vote en tête de liste. Elle se borne à créer la faculté d'y renoncer.

La liste pour laquelle il sera fait usage de cette faculté ne sera pas surmontée d'une case de vote et l'ordre d'élection sera exclusivement réglé par le nombre de suffrages exprimés dans les cases placées à la suite des noms des candidats.

D'aucuns paraissent avoir compris que le vote en tête de liste serait interdit; ils se sont trompés.

D'autres nous ont, au contraire, reproché de ne pas le supprimer radicalement.

On a objecté aussi qu'il pourrait arriver que des coalitions politiques fussent plus aisément conclues sous le nouveau régime.

Enfin, il a été très sérieusement affirmé que ce régime serait bien compliqué, et que les électeurs belges étaient tout à fait incapables de s'y reconnaître, s'ils découvraient sur leur bulletin de vote, à côté d'une liste surmontée de la case de tête, une autre liste dépourvue de cet ornement!

Disons, tout d'abord, que si la proposition ne comporte pas la suppression radicale de l'ordre de priorité et des cases de tête, c'est que, dans l'état actuel des choses, cette suppression présenterait des difficultés dont une réforme profonde de nos modes de votation permettrait seule d'avoir raison.

Dans les grands arrondissements, il arrive qu'un seul parti ait quinze candidats et obtienne jusque dix élus! Le vote en tête de liste y apparaît le plus souvent comme une nécessité.

Les candidats n'y sont pas toujours tous bien connus de la masse des électeurs. Comment ces électeurs pourront-ils apprécier le classement à faire?

A défaut d'une case de tête, la plupart des suffrages se porteront sur le nom des chefs, et les autres candidats recueilleront tous ensemble un si petit nombre de voix, que l'on ne pourra considérer les minimes différences qui les distingueront les uns des autres comme exprimant la volonté du corps électoral.

Ces minimes différences pourront n'être dues qu'à de véritables hasards, à la brigue ou à la camaraderie personnelle, parfois aussi à l'intrusion des intérêts privés. On en a vu des exemples dans les élections communales, où la case de tête n'a que la signification ancienne d'un vote pour toute la liste et ne produit aucun effet pour le classement des candidats.

Il faut ajouter que les candidats, fussent-ils mieux connus de l'ensemble des électeurs, chacun de ceux-ci ne pouvant donner qu'un seul vote de préférence, le classement exigerait une entente entre tous les électeurs d'un parti, qui auraient à se répartir les différents votes de préférence à émettre.

Comment arriver à cette entente dans un corps électoral qui représente plus de 250,000 suffrages? Elle semble impossible.

Pour avoir raison de cette difficulté, il faudrait que, conformément à ce qui se pratique pour les *polls* de l'Association libérale de Bruxelles, l'électeur fût appelé non pas à exprimer un seul vote de préférence, mais à indiquer, par une série de numéros apposés à la suite du nom des candidats, l'ordre dans lequel il entend les classer. Il existe d'autres procédés encore. Mais ce serait tout un bouleversement de nos routines et ce serait pour le coup que l'on crierait à la complication!

Les considérations qui précèdent suffisent à expliquer pourquoi, malgré les critiques fondées, en principe et en fait, que provoque la détermination d'un ordre de priorité par les actes de présentation, il ne peut être question d'en décréter la suppression absolue.

Mais, s'il existe des raisons pour ne pas le supprimer, il n'en existe aucune pour l'imposer.

En 1899, lors de la discussion parlementaire de la représentation proportionnelle, l'ordre de priorité a été vivement combattu comme attentatoire à la souveraineté du corps électoral.

A coup sûr, la puissance du vote des électeurs s'en trouve diminuée. Cela est d'évidence surtout pour ceux, la grande masse, qui ne font pas partie des associations politiques. Et l'on ne saurait oublier que le Gouvernement interdit aux officiers et aux fonctionnaires d'en faire partie.

Sans doute, l'ordre de priorité peut être renversé. Mais il faut, pour que cela se produise, des circonstances vraiment exceptionnelles.

L'élection de M. Colfs a seule fait exception à la règle, du moins dans les grands arrondissements. Elle était servie par trois journaux disposant d'une publicité considérable !

Personne ne soutiendra cependant qu'il n'y ait pas eu d'autres classements de candidatures qui ne répondaient pas au sentiment du corps électoral.

Il importe de dire que l'ordre de priorité est la source de cruelles dissensions pour les partis politiques.

Sans doute, il arrive que le rang des candidats ne donne lieu à aucune difficulté. La qualité de député sortant, les services rendus, une compétence reconnue, créeront souvent l'accord sur le nom qui doit figurer en tête de la liste, et le candidat nouveau venu ou plus jeune sera le premier à réclamer pour lui-même le poste le plus exposé. Rien n'empêchera, dans ce cas, de continuer à déterminer un ordre de priorité.

Mais, il arrivera aussi que deux hommes de mérite égal se trouveront en présence. De simples nuances d'opinion, parfois des intérêts cantonaux ou professionnels distincts, rendront douteuse la question de savoir quel est celui des deux dont l'élection répondra le mieux au sentiment de la majorité du corps électoral.

Les associations politiques elles-mêmes seront divisées et incertaines, en proie à de douloureuses perplexités, exposées aux déchirements.

Dans les petits arrondissements surtout, les confraternités politiques s'accompagnent d'amitiés et de sympathies personnelles. Pourquoi faut-il les contraindre à faire un choix qu'il serait si simple d'abandonner au corps électoral et qui est dans le droit du corps électoral ?

Il s'agit de la chose publique ! Pourquoi vouloir en faire régler tous les intérêts dans l'étroite enceinte d'associations, qui sont parfois peu nombreuses, et réduire le scrutin à n'être plus que l'entérinement de résolutions prises sans que le corps électoral ait même été appelé à les discuter.

On craignait que la représentation proportionnelle n'amènât le morcellement des partis. N'est-ce pas pousser aux scissions que d'acculer inutilement les citoyens à l'alternative de s'incliner devant des arrêts qu'ils réprouvent ou de reconquérir leur liberté en se tournant contre leur parti ?

On s'est plaint de la tyrannie des associations politiques. Ce n'est pas contre elles que notre proposition est dirigée, car nous les considérons comme l'instrument nécessaire de la liberté et de la souveraineté des masses électorales.

Mais nous voulons soustraire les associations et le corps électoral à la tyrannie d'un texte législatif qui ne distingue pas là où il faudrait distinguer. Et c'est, en fait, aux associations politiques elles-mêmes que nous proposons de confier le droit de décider, selon les circonstances, s'il convient de fixer l'ordre de priorité, ou s'il faut s'en remettre exclusivement aux électeurs du soin de régler l'élection. Les circonstances sont diverses et variables, et il arrivera que la même association adoptera l'ordre de priorité pour une élection et y renoncera pour une autre.

La liberté des associations politiques sera donc augmentée.

Et le droit des électeurs aussi sera mieux sauvegardé.

Nous croyons avoir justifié la proposition de loi. Elle étend la liberté des partis en même temps que celle des électeurs.

Elle ne supprime aucun droit. Elle ne lèse aucun intérêt. Elle ne touche pas à la répartition des sièges entre les listes concurrentes, qui continuera à se faire comme par le passé.

Seule, l'attribution des sièges aux différents candidats d'une même liste pourra se trouver modifiée; mais elle le sera en vertu d'une règle que ces candidats et leurs parrains auront librement adoptée et dont l'application sera faite par le corps électoral lui-même.

C'est dire qu'une liste pourra conserver pour elle l'ordre de priorité et le vote de tête auxquels une liste concurrente sera libre de ne pas recourir. L'intérêt légitime d'aucune de ces listes ne s'en trouvera atteint.

Sans doute, il se peut que le système choisi vaille à une liste plus ou moins de suffrages qu'elle n'en aurait obtenu autrement; mais nul ne peut se plaindre, car il n'y a de privilège pour personne. Ce qu'un parti peut faire, les autres sont en droit de le faire aussi.

Faut-il parler de la prétendue complication qui pourrait affecter le bulletin de vote? Il n'y en a aucune.

Qu'importe qu'une liste figure sur le bulletin, surmontée d'une case de vote et qu'une autre liste n'en comporte pas? Qu'importe que les partisans d'une liste puissent choisir entre le vote en case de tête ou le vote à la suite du nom d'un candidat, alors que, pour une autre liste, dépourvue de case de tête, on ne pourra exprimer que des votes nominatifs? En quoi la clarté du bulletin sera-t-elle diminuée?

Il existe bien d'autres différences qui se peuvent dès maintenant constater. Telle liste comporte quinze candidatures, telle autre deux ou une seule. Ici, on a présenté des suppléants; là, on s'en est abstenu. La case de tête figure au-dessus de toutes les candidatures, mais si un candidat se présente seul, c'est la case de côté qui lui est enlevée.

On n'a jamais songé que cela pût troubler l'électeur.

Les adhérents de la liste dont la case de tête est supprimée seront avertis par le parti intéressé à recueillir leurs suffrages, si, vraiment, ils ont tant que cela besoin d'être avertis!

C'est avoir trop piètre opinion de l'intelligence de nos concitoyens que de les croire capables d'être embarrassés pour si peu! Ils en ont vu bien d'autres depuis vingt-cinq ans qu'ils ont passé par les chinoiseries électorales les plus diverses!

Selon qu'ils votent pour la commune, pour la province ou pour les Chambres, ils s'accoutument des combinaisons les plus variées et les plus hétéroclites. On n'a jamais entendu dire qu'ils n'aient pas su comment s'y prendre pour exprimer leur volonté!

Faut-il rencontrer l'objection que la suppression facultative de la case de vote placée en tête de liste rendrait plus aisée la coalition de groupes politiques appartenant à des partis différents?

L'objection est sans valeur. Elle est de celles par lesquelles des législateurs ne sauraient laisser influencer leurs délibérations.

C'est le droit des partis de se coaliser. Et tous se coalisent quand il le faut. Ni la loi ni le Gouvernement n'ont à intervenir.

Lorsque des coalitions se concluent, elles relèvent de l'opinion publique,

qui les approuve ou les condamne. Mais ce serait prostituer la loi que d'en calculer le mécanisme et d'en maintenir même les plus évidentes imperfections dans le dessein de protéger un parti contre l'effort légal de ses adversaires.

Au surplus, lorsque les coalitions sont nécessaires, ce ne sont point des cases de tête ni des mécanismes électoraux qui les empêchent de se conclure.

Ce que nous sommes en droit de dire, c'est que la proposition soumise à la Chambre n'est pas dictée par l'esprit de parti. Le régime qu'elle vise introduire, à titre facultatif, est celui que défendaient en 1899 un grand nombre de membres de la majorité parlementaire.

Il a pour but de corriger des vices dont tous les partis ont eu à souffrir et dont tous sont exposés à souffrir encore.

Le caractère essentiel de la réforme proposée, c'est d'arracher à la discipline d'une règle invariable ce que la liberté peut régler mieux que la contrainte c'est de rendre les associations politiques plus complètement maîtresses de leurs résolutions, c'est, enfin, d'augmenter l'intensité de la vie publique et de donner une extension nouvelle aux droits du corps électoral.

ÉMILE FERON.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE UNIQUE.**

La disposition suivante formera l'article 268 du Code électoral :

« L'acte de présentation prescrit par l'article 164 du Code électoral peut contenir la déclaration que les candidats sont présentés sans ordre de priorité. La liste de candidats pour laquelle cette déclaration aura été faite sera portée sur le bulletin de vote dans l'ordre adopté par l'acte de présentation, mais il ne sera point tracé de case de vote en tête de cette liste. Les suffrages en faveur d'un de ses candidats effectifs ou d'un de ses candidats suppléants seront marqués dans la case placée à la suite du nom du candidat.

« Les sièges effectifs et les sièges de suppléance dévolus à la liste seront respectivement attribués à ceux de ses candidats effectifs ou suppléants qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages. »

WETSVOORSTEL.**EENIG ARTIKEL.**

De navolgende bepaling wordt artikel 268 van het Kieswetboek :

« De bij artikel 164 van het Kieswetboek voorgeschreven akte van voorstelling mag de verklaring behelzen dat de kandidaten worden voorgesteld zonder orde van voorrang. De kandidatenlijst, voor welke deze verklaring is gedaan, wordt op het kiesbriefje gebracht naar de orde door de akte van voorstelling aangenomen, doch bovenaan die lijst wordt geen stemvakje geplaatst. De stemmen ten voordeele van één harer werkelijke of van één harer plaatsvervangende kandidaten, worden gemerkt in het vakje dat naast den naam van den candidaat staat.

« De aan de lijst toekomende werkelijke en plaatsvervangende mandaten worden respectievelijk toegekend aan diegenen harer werkelijke of plaatsvervangende kandidaten die het grootst getal stemmen hebben verkregen. »

ÉMILE FERON.

FÉLIX CAMBIER.

A. DE BACKER.

P. SMEETS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 29 December 1899, betreffende de toepassing van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, wat betreft de voorrangsorte der kandidaten en het stemmen aan 't hoofd der lijst, niet meer tot verplichting gemaakt.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Volgens artikel 3 der wet van 29 December 1899, opgenomen in de artikelen 253 en 267 van het Kieswetboek, is de orde van inschrijving der kandidaten voor de Wetgevende Kamers, door de akte van voorstelling aangenomen, eene voorrangsorte. De stemmen, uitgedrukt in het vak bovenaan de lijst, worden vooreerst toegekend aan den candidaat die den eersten rang bekleedt, en gaan vervolgens over op hen die hem volgen.

Door het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers in te dienen, wordt noch de voorrangsorte noch de stemming aan 't hoofd der lijst weggenomen. Men mag er eenvoudig van afzien.

De lijst, waarvoor gebruik wordt gemaakt van dit recht, zal bovenaan geen stemvak hebben, en de orde der verkiezing wordt uitsluitend geregeld door het getal stemmen, uitgedrukt in de vakken naast den naam der kandidaten.

Sommigen schijnen te begrijpen dat het verboden zou wezen aan 't hoofd der lijst te stemmen, doch zij hebben het mis.

Anderen legden ons daarentegen ten laste dat wij het bovenvak niet vlakaf weglaten.

Ook werd aangevoerd dat met het nieuw stelsel politieke samenspanningen gemakkelijker zouden ontstaan.

Ten slotte werd zeer ernstig staande gehouden, dat dit stelsel zeer ingewikkeld zou zijn en dat de Belgische kiezers volstrekt niet in staat zouden

wezen om er uit wijs te worden, zoo zij op hun stembrief, naast eene lijst, waarboven een hoofdvak staat, eene andere lijst vonden, die niet met dat bovenvak ware versierd!

Laat ons eerst en vooral aanmerken dat, zoo met ons voorstel de voorrangsorte en de hoofdvakken niet volstrekt worden weggelaten, het is omdat in den huidige toestand die weglating bezwaren zou opleveren, welke echter uit den weg zijn te ruimen door eene grondige verandering onzer wijze van stemmen.

In groote arrondissementen gebeurt het wel eens dat eene enkele partij vijftien kandidaten heeft, waarvan er zelfs tien worden verkozen! Daar schijnt stemmen aan het hoofd der lijst meestijds noodzakelijk.

De massa der kiezers kent daar niet steeds al de kandidaten. Hoe kunnen deze kiezers oordeelen over het rangschikken van de kandidaten?

Bestaat er geen hoofdvak, zoo worden het meerendeel der stemmen uitgebracht op den naam der leiders, en verwerven al de andere kandidaten te zamen zoo weinig stemmen, dat het gering verschil hetwelk ze van elkander onderscheidt niet is te beschouwen als de uitdrukking van den wil van het kiezerskorps.

Zulk gering verschil kan soms te wijten zijn aan een louter toeval, aan persoonlijk aandringen of kameraadschap, soms ook aan indringing van privaat belang. Dat deed zich voor in gemeenteverkiezingen, waarbij het hoofdvak enkel de vroegere beteekenis heeft van eene stemming voor gansch de lijst en hoegenaamd geen invloed heeft op het rangschikken der kandidaten.

Hier moet men bijvoegen, dat stonden de kandidaten beter bekend bij de gezamenlijke kiezers, en daar iedere van deze slechts eene enkele voorkeurstem kan geven, er voor de rangschikking zou moeten overeengekomen worden tusschen al de kiezers van eene partij, die de uit te brengen voorkeurstemmen onder elkander zouden moeten verdeelen.

Hoe geraakt men tot zulke overeenkomst, in een kiezerskorps dat meer dan 250,000 stemmen vertegenwoordigt? Zij schijnt onmogelijk te zijn.

Om dit bezwaar te overkomen, zou, gelijk geschiedt bij de *polls* der Liberale Vereeniging te Brussel, de kiezer moeten aanzocht worden niet om eene enkele voorrangskeus uit te brengen, maar wel om, door middel van eene reeks nummers, naast den naam der kandidaten te plaatsen, de orde aan te duiden, volgens welke hij verlangt ze te rangschikken. Er bestaan nog andere middelen. Doch dat zou al onze gebruiken omverwerpen, en dan voorzeker zou men klagen over verwardheid!

Bovenstaande bedenkingen leggen genoegzaam uit waarom er, ondanks de in beginsel en in feite gegronde klachten over het bepalen van eene voorrangsorte door de akten van voorstelling, geen sprake kan van zijn ze volkomen af te schaffen.

Doch, bestaan er redenen om er niet van af te zien, geene enkele reden dringt ze op.

In 1899, tijdens de beraadslagingen over evenredige vertegenwoordiging, werd de voorrangsorte vurig bestreden, als makende inbreuk op de oppermacht van het kiezerskorps.

Voorzeker geeft dit minder kracht aan de stemming der kiezers. Dat is

blijkbaar het geval met de groote massa, niet behoorend tot politieke vereenigingen. En er mag niet worden vergeten dat de Regeering aan officieren en ambtenaren verbiedt daarvan deel uit te maken.

Ongetwijfeld kan de voorrangsorte worden omgekeerd, doch daartoe zijn waarlijk uitzonderlijke omstandigheden noodig.

Alleen de verkiezing van den heer Golfs was eene uitzondering op den regel, ten minste in groote arrondissementen. Zij werd ondersteund door drie zeer verspreide dagbladen.

Toch zal niemand beweren dat er geene andere rangschikkingen van candidaten ontstonden, die niet beantwoordden aan het gevoelen van het kiezerskorps.

Het dient te worden gezegd, dat de voorrangsorte aanleiding geeft tot bittere teleurstelling voor de politieke partijen.

Het gebeurt voorzeker wel dat de rang der candidaten geene aanleiding geeft tot moeilijkheden. De hoedanigheid van den uittredenden afgevaardigde, de bewezen diensten, eene erkende bevoegdheid, zullen meermaals overeenstemming doen ontstaan over den naam die aan 't hoofd der lijst moet komen, en de nieuwe of jongere candidaat zal eerst en vooral voor zichzelf den meest blootgestelden post vergen. In zulk geval, zal niets verhinderen om bij voortduring eene voorrangsorte te bepalen.

Doch het zal ook gebeuren dat twee mannen van gelijke verdienste worden voorgesteld. Een onbeduidend verschil van denkwijze, soms verschil van kantonaal of professioneel belang, zal het moeilijk maken om te weten wiens verkiezing het best beantwoordt aan het gevoelen der meerderheid van het kiezerskorps.

Zelfs de politieke vereenigingen zullen het daarover oneens zijn, onzeker, ter prooi aan pijnlijken twijfel, blootgesteld aan scheuring.

Voor al in kleine arrondissementen gaat politieke eensgezindheid gepaard met persoonlijke vriendschap en genegenheid. Waarom verplicht men dan tot eene keus die zoo gemakkelijk is over te laten aan het kiezerskorps, en die tot het recht van het kiezerskorps behoort?

't Geldt hier het openbaar welzijn! Waarom wil men al dezès belangen doen regelen in den engen kring van soms weinig talrijke vereenigingen, en de stemming maken tot eene eenvoudige bekrachtiging van besluiten, die zijn genomen zonder dat het kiezerskorps daar wel eens over beraadslaagde?

Er was gevreesd dat evenredige vertegenwoordiging de partijen zou verbrokkelen. Zet men niet aan tot scheuring, wanneer men nutteloos de burgers de keus laat om te berusten in beslissingen waarmede zij niet instemmen, of wel hunne vrijheid terug te nemen door zich tegen hunne partij aan te kanten?

Er is geklaagd over de dwingelandij der politieke vereenigingen. Niet tegen haar is ons voorstel gericht, want wij beschouwen ze als een noodzakelijk werktuig tot het uitoefenen van de vrijheid en de opperheerschappij der kiezers.

Doch wij willen de vereenigingen en het kiezerskorps onttrekken aan de dwingelandij van een wetstekst, die geen onderscheid maakt daar waar het

zou behooren. En 't is eigenlijk aan de politieke vereenigingen zelve dat wij het recht willen toekennen om naargelang van de omstandigheden te beslissen of de voorrangsorte dient te worden aangeduid, dan wel of men de regeling der verkiezing uitsluitend aan de kiezers moet overlaten. De omstandigheden kunnen verschillen en veranderen en 't kan zijn dat eene zelfde vereeniging eene voorrangsorte voor eene verkiezing aanneemt en daar voor eene volgende van afziet.

Derhalve zullen de politieke vereenigingen meer vrijheid erlangen.

Ook het recht der kiezers zal beter worden gevrijwaard.

Wij meenen het billijke van ons wetsvoorstel te hebben bewezen. Het geeft meerdere vrijheid aan de partijen en tevens aan de kiezers.

Het neemt geen recht hoegenaamd weg. Het krenkt geen enkel belang. Het laat de verdeeling der plaatsen onverlet, want evenals vroeger zal zij geschieden onder de mededingende lijsten.

Alleen het toekennen van de mandaten aan de verschillende kandidaten eener zelfde lijst kan worden gewijzigd, doch krachtens een regel, door deze kandidaten en hunne voorstellers vrijelijk aangenomen, en toe te passen door het kiezerskorps zelf.

Dus mag eene lijst de voorrangsorte en de stemming bovenaan behouden, zonder dat eene mededingende lijst daartoe is verbonden. Daardoor wordt het rechtmatig belang van geene enkele lijst gekrenkt.

Ongetwijfeld kan door het verkozen stelsel aan eene lijst minder of meer stemmen worden toegekend dan zij anderszins hadde verworven; doch niemand heeft daarover te klagen, want voor niemand bestaat voorrecht. Wat de eene partij mag doen, mogen de andere insgelijks.

Moet er worden gewaagd van het ingewikkelde dat zoogezegd daardoor aan de stembrieven zou worden gegeven? Dit bestaat niet.

Wat komt het er op aan of eene lijst op den stembrief voorkomt met een bovenvak en eene andere lijst zonder? Wat komt het er op aan of de voorstanders eener lijst mogen kiezen bovenaan de lijst of naast den naam eens candidaats, wanneer men, voor eene andere lijst zonder bovenvak, slechts naast de namen mag stemmen? In hoeverre vermindert daardoor de duidelijkheid van den stembrief?

Van nu af aan kan men reeds meer dan één ander verschil aantreffen. Op de eene lijst staan vijftien kandidaten, op de andere twee of één. Hier stelde men plaatsvervangers voor, en daar niet. Het hoofdvak staat bovenaan al de candidaturen, doch stelt een candidaat zich afzonderlijk voor, zoo wordt hem het zijdevak ontnomen.

Nooit dacht men dat dit den kiezer in dwaling kon brengen.

De voorstanders der lijst waarvan het bovenvak is weggelaten, zullen worden verwittigd door de partij die belang heeft bij hunne stem, zoo het wel waarlijk zoozeer noodig is ze te verwittigen.

Men miskent het verstand onzer medeburgers, zoo men denkt dat zij om zoo weinig verlegen kunnen zijn! Sedert vijf en twintig jaar dat zij allerhande chineezerijen op kiesgebied beleefden, hebben zij meer ondervonden dan dat.

Hetzij er wordt gekozen voor gemeente, provincie of Kamers, nemen zij

genoegen met de meest uiteenlopende en zonderlinge stelsels. Nooit hoorde men zeggen dat zij niet wisten wat aanvangen om hunnen wil uit te drukken!

Moet er worden geantwoord op de tegenwerping als zou het recht om het vak boven de lijst weg te laten de samenspanning van politieke groepen uit verschillende partijen vergemakkelijken?

Dergelijke tegenwerping mist alle waarde. Zij behoort tot dezulke welke geen invloed hoegenaamd kunnen hebben op de beraadslagingen van wetgevers.

De partijen hebben recht om samen te spannen. Ook doen zij het alle, zoo het noodig is. Daarmede hebben wet noch Regeering iets te stellen.

Onstaan er samenspanningen, zoo behoort het aan de openbare denkwijze ze goed of af te keuren. Doch men zou de wet te schande maken, moest men hare werking berekenen en zelfs hare blijkbaarste onvolmaaktheden handhaven, ten einde eene partij te beschermen tegen het wettig pogen van hare tegenstrevers.

Overigens zullen, zoo samenspanning noodig is, geene bovenvakken noch kiesinrichtingen ze verhinderen.

Wat wij gerechtigd zijn te zeggen, is dat het bij de Kamer ingediende wetsvoorstel niet uitgaat van partijgeest. Het stelsel dat het vrijwillig zou willen invoeren, werd in 1899 verdedigd door een aantal leden van de meerderheid der Kamers.

Het strekt tot het verhelpen van gebreken, waardoor alle partijen hadden te lijden en later nog kunnen lijden.

De hoofdzakelijke bedoeling der hervorming is aan den dwang van een onveranderlijken regel te onttrekken wat beter door vrijheid als door dwang is te regelen; de politieke vereenigingen vollediger meester te laten over hare beslissingen; eindelijk, het openbaar leven aan te prikkelen en meer uitbreiding te geven aan de rechten van het kiezerskorps.

ÉMILE FERON.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE UNIQUE.**

La disposition suivante formera l'article 268 du Code électoral :

« L'acte de présentation prescrit par l'article 164 du Code électoral peut contenir la déclaration que les candidats sont présentés sans ordre de priorité. La liste de candidats pour laquelle cette déclaration aura été faite sera portée sur le bulletin de vote dans l'ordre adopté par l'acte de présentation, mais il ne sera point tracé de case de vote en tête de cette liste. Les suffrages en faveur d'un de ses candidats effectifs ou d'un de ses candidats suppléants seront marqués dans la case placée à la suite du nom du candidat.

« Les sièges effectifs et les sièges de suppléance dévolus à la liste seront respectivement attribués à ceux de ses candidats effectifs ou suppléants qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages. »

WETSVOORSTEL.**EENIG ARTIKEL.**

De navolgende bepaling wordt artikel 268 van het Kieswetboek :

« De bij artikel 164 van het Kieswetboek voorgeschreven akte van voorstelling mag de verklaring behelzen dat de kandidaten worden voorgesteld zonder orde van voorrang. De kandidatenlijst, voor welke deze verklaring is gedaan, wordt op het kiesbriefje gebracht naar de orde door de akte van voorstelling aangenomen, doch bovenaan die lijst wordt geen stemvakje geplaatst. De stemmen ten voordeele van één harer werkelijke of van één harer plaatsvervangende kandidaten, worden gemerkt in het vakje dat naast den naam van den candidaat staat.

« De aan de lijst toekomende werkelijke en plaatsvervangende mandaten worden respectievelijk toegekend aan diegenen harer werkelijke of plaatsvervangende kandidaten die het grootst getal stemmen hebben verkregen. »

ÉMILE FERON.

FÉLIX CANDIER.

A. DE BACKER.

P. SNEETS.